

SNTRS



**CNRS-INRIA
INSERM-IRD
INED-INRETS-
INRP**

En bref...

SNTRS-CGT – 7, rue Guy Môquet, 94800 Villejuif - Tel : 01 49 58 35 85 - Télécopie : 01 49 58 35 33
Courrier électronique : sntrscgt@vjf.cnrs.fr - - Site web : <http://sntrscgt.vjf.cnrs.fr>

Numéro 243 du 26 novembre 2010

Communiqué de presse du SNTRS-CGT

Les risques du Grand Emprunt commencent à se concrétiser

La présidente de l'Université de Montpellier 3, université à dominante Sciences Humaines et Sociales, (SHS) appuyée par son CA a pris la décision de sortir des négociations sur le projet d'Initiative d'Excellence (Idex) qui lui imposait la fusion avec les universités de Montpellier 1 et 2. Cette décision est motivée par la volonté de la présidence de l'Université de Montpellier 3 de préserver l'ensemble des disciplines des Sciences Humaines et Sociales du site. La fusion d'universités et le Grand Emprunt adossés à la LRU sont des outils du pouvoir politique pour restructurer les universités et la recherche. Pour le Ministère, il y a trop de disciplines dans les SHS qui sont dépourvues d'intérêt économique et politique. Il faut focaliser les SHS sur les disciplines économiquement et/ou politiquement rentables.

A Strasbourg, la fusion des 3 universités comporte un risque de marginalisation pour une partie des SHS. Cette université à dominante scientifique, sous la pression du gouvernement pourrait imposer des choix parmi les disciplines de SHS que ne partagerait pas la communauté scientifique.

A Montpellier, la Ministre de la recherche a fait de la fusion des 3 universités une des conditions de l'acceptation du projet Idex. Or, ce projet marginalise une partie importante des disciplines de l'Université de Montpellier 3. Cette attitude du Ministère inquiète les personnels concernés. Rappelons que les Idex ont pour objectif de concentrer les financements des campus universitaires sur un nombre réduit de disciplines.

La crise de Montpellier, exprime la volonté d'une partie de la communauté universitaire de ne pas saborder ses disciplines pour satisfaire aux exigences du pouvoir. Elle pose ouvertement le problème de l'avenir des SHS dans notre pays. Elle est un exemple des graves conséquences des appels d'offres du Grand Emprunt sur la recherche et l'enseignement supérieur.

Le SNTRS-CGT appelle les personnels à se mobiliser pour faire échec à la spécialisation outrancière que veut mettre en place le Grand Emprunt.

Villejuif, le 24 novembre. 2010